

Document

Guinée équatoriale. Le monde selon Obiang fils

(Slateafrique.com)

6 mai 2011

Prince du pétrole

Petit et râblé, les cheveux lissés en arrière et le nez chaussé de culs de bouteille, le prince ne donne pas vraiment une image de royale élégance. Sa garde-robe vient pourtant de chez Versace, Gucci et Dolce & Gabbana, et il ne regarde pas à la dépense quand il s'agit de se gâter. Il a déboursé 30 millions de dollars (20,2 millions d'euros) en liquide pour son domaine, et investi des sommes folles pour meubler son intérieur: 59.850 dollars de tapis, 58.000 dollars pour un home cinéma, et jusqu'à 1.734,17 dollars pour deux verres à vin, selon un rapport du Sénat américain. Quand il rentrait chez lui —généralement à l'arrière d'une Rolls-Royce avec chauffeur ou de l'une de ses dizaines d'autres voitures— ses employés devaient faire une haie d'honneur pour saluer le prince. Et se remettre en rang pour recommencer à chacun de ses départs.

C'est pourtant un prince bidon, certes descendant d'une famille dirigeante, mais sans la moindre goutte de sang royal. Son vrai nom est Teodoro Nguema Obiang Mangue —Teodorin pour les intimes— et c'est le fils du dictateur de Guinée équatoriale, un pays de la côte ouest de l'Afrique. Nation grande comme un timbre-poste, ne comptant que 650.000 habitants, la Guinée équatoriale n'aurait qu'une portée internationale dérisoire si elle ne possédait pas de pétrole. En abondance. C'est même le troisième producteur de pétrole d'Afrique subsaharienne après le Nigeria et l'Angola, avec une production d'environ 346.000 barils par jour, et c'est à la fois un important fournisseur et un soutien fiable des États-Unis. Au cours des quinze dernières années, ExxonMobil, Hess Corp. et d'autres entreprises américaines ont investi collectivement plusieurs milliards de dollars en Guinée équatoriale, qui exporte plus de son brut aux États-Unis que dans aucun autre pays.

Si les revenus du pétrole ont rempli les poches de l'élite, quasiment rien n'a filtré jusqu'à la majorité pauvre du pays; depuis le début du boom pétrolier, la Guinée équatoriale s'est propulsée à la tête des pays aux plus hauts revenus par habitant du monde —tout en demeurant l'un de ceux où le niveau de vie est le plus bas. Presque quatre cinquièmes de ses habitants vivent dans une pauvreté crasse; la mortalité infantile a augmenté au point qu'aujourd'hui, quelque 15% des enfants de Guinée équatoriale meurent avant l'âge de cinq ans, ce qui en fait l'un des endroits les plus mortellement dangereux pour les jeunes de la planète.

Le père de Teodorin, le brigadier général Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, 68 ans, s'est emparé du pouvoir lors d'un coup d'État en 1979 et a clairement fait connaître son intention de transmettre le pouvoir à un successeur désigné. Obiang a engendré un nombre indéterminé d'enfants avec de nombreuses femmes, mais c'est Teodorin, 41 ans, clairement son préféré, qu'il prépare à prendre le relais. Cette perspective est effrayante à la fois pour les citoyens de son pays qui souffrent depuis longtemps, et pour la politique étrangère des États-Unis. Comme me l'a dit un ancien employé des renseignements américains qui connaît bien Teodorin, «*c'est un idiot instable et irresponsable*».

Roi de la corruption

Il est aussi fantastiquement corrompu, à en croire des milliers de pages de documents provenant de diverses enquêtes fédérales et du Congrès sur les Obiang couvrant la dernière décennie. Ministre de l'Agriculture et des Forêts dans le gouvernement de son père, Teodorin tient sous son emprise la deuxième plus grande industrie de son pays. Les enquêtes montrent qu'il gère son ministère à la façon d'une entreprise, dirigeant de nombreuses compagnies d'exploitation du bois en même temps que l'Agence

censée les réguler. Des documents d'une enquête secrète menée conjointement par le département de la Justice américain et l'Agence des douanes et de l'immigration (ICE) citent des sources affirmant que Teodorin complète son modeste salaire ministériel de 5.000 dollars par mois (3.300 euros) avec un «*grand "impôt révolutionnaire" sur le bois*» qu'il exige de grandes entreprises internationales d'exploitation du bois, à verser «*en espèces ou en chèque*» à une de ses entreprises forestières.

Les enquêteurs soupçonnent qu'une grande partie de ses actifs provient «*d'extorsion, de vols de fonds publics ou d'autres pratiques corrompues*» selon un rapport de 2007 du département de la Justice détaillant l'enquête, sur laquelle j'ai déjà écrit pour le site Internet du Harper's en 2009. Teodorin n'a pas seulement amassé une vaste fortune, il en a canalisé la plus grande partie vers les États-Unis; un rapport détaillé publié l'an dernier par le sous-comité permanent du Sénat en charge des enquêtes a découvert qu'il avait utilisé des sociétés écrans pour échapper aux lois contre le blanchiment d'argent et envoyer plus de 100 millions de dollars aux États-Unis.

Alerte à Malibu

Tous ces millions ont permis à Teodorin de s'offrir une vie de luxe et de débauche, à en croire une série de procès peu médiatisés intentés contre lui par une dizaine d'anciens employés de son domaine de Malibu. Ces derniers se plaignent d'avoir été escroqués sur leurs salaires, leurs heures supplémentaires et leurs dépenses relatives à leur travail, pour des biens allant de l'essence au papier toilette, tout en étant obligés de supporter une ambiance sordide sortie tout droit du film *Very bad trip*: il y avait des «*beuveries*», selon un document de l'ICE, avec des escort-girls, des Playboy girls et même un tigre.

«*Je ne l'ai jamais vu faire quoi que ce soit qui s'apparente à du travail*», peut-on lire dans un dossier de plainte déposé au nom de Dragan Deletic, l'un des anciens chauffeurs de Teodorin. «*Il passait ses journées entières à dormir, faire du shopping et faire la fête.*»

(Sans entrer dans les détails, un avocat de Los Angeles de Teodorin, Kevin Fisher, a qualifié les accusations de «*salaces*» et «*extrêmes*», et ajouté: «*Les allégations n'ont pas été vérifiées et les gens qui les font ne sont pas sous serment, ils sont donc à mes yeux sujets à caution.*»)

Après des années de querelle, la plupart des affaires sont aujourd'hui réglées et les employés ont signé des accords qui les empêchent de parler de Teodorin. Mais avant cela, j'avais interrogé de nombreux plaignants et leur avocat, Jim McDermott, et lu les dossiers. Je me suis aussi penché sur des milliers de pages d'investigations américaines et étrangères impliquant Teodorin. Tout est extraordinairement accablant.

Les Etats-Unis regardent ailleurs

La principale question qui se pose ici est pourquoi le gouvernement américain —après s'être donné le mal de produire cette tonne de renseignements pour dénoncer la corruption flagrante de Teodorin et son apparent abus du système bancaire américain— n'a pas jugé bon de lever le petit doigt pour y remédier.

«*Je suis surprise qu'il soit encore autorisé à séjourner dans le pays étant donné toutes les informations contenues dans le rapport du Sénat et révélées par d'autres enquêteurs et journalistes*», s'est étonnée Linda Candler, ancienne procureure du département de la Justice spécialisée en investigations criminelles internationales.

En effet, les experts judiciaires affirment que Teodorin devrait être interdit d'entrée sur le territoire américain depuis 2004, année où le président George W. Bush a émis la proclamation 7 750 qui empêche les responsables étrangers corrompus de recevoir des visas américains. «*Aucun pays ne va créer de la richesse si ses dirigeants exploitent l'économie pour leur enrichissement personnel*», a déclaré le successeur de Bush, Barack Obama, dont l'administration s'est engagée à mettre «*vigoureusement*» en application la proclamation 7 750.

«Nous avons la responsabilité de soutenir ceux qui agissent de façon responsable et d'isoler les autres.»

Et pourtant, aucune poursuite officielle n'a été lancée contre Teodorin, malgré une enquête dont le but déclaré, selon l'un des documents du département de la Justice, était de tarir le flot d'argent des Obiang déversé aux États-Unis et *«obtenu par la kleptocratie»*. Pourquoi?

Les responsables américains ont refusé de discuter publiquement des affaires en cours ou de parler en mauvais termes de la Guinée équatoriale; voilà qui rappelle la bonne vieille tradition américaine d'éviter de heurter un important partenaire pétrolier —le même genre de chouchoutage qui a produit des résultats brillants par le passé avec l'Arabie saoudite et d'autres alliés du Moyen-Orient riches en pétrole mais pauvres en démocratie. L'année dernière, l'administration Obama a tout de même empêché l'Unesco, l'agence culturelle de l'ONU, d'accepter 3 millions de dollars proposés par Obiang pour doter un prix scientifique à son nom —mais uniquement après qu'une manifestation d'indignation publique soulevée par les médias n'attire l'attention sur un prix qui n'avait auparavant pas gêné les États-Unis le moins du monde.

L'administration américaine est sinon restée très discrète sur l'atroce passif de corruption et de violation des droits de l'homme de la Guinée équatoriale, et n'a pas su imposer des sanctions à Teodorin ou à l'État dont il doit hériter. Fin 2010, des années après le début de l'investigation du département de la Justice, les enquêteurs cherchaient encore à identifier des témoins experts capables de leur parler des premiers jours du régime d'Obiang.

À ce jour, les seules actions conséquentes entreprises contre le clan Obiang aux États-Unis sont dues aux efforts de McDermott, l'avocat des plaignants, et des juges de la Cour Supérieure de Californie.

«Dans notre système de politique internationale, il y a beaucoup de léchage de bottes, surtout s'il y a du pétrole en jeu», m'a confié McDermott. «Mais dans les affaires qui ont été jugées pour l'instant, notre tribunal d'État, qui n'octroie de traitement de faveur à personne, pas même à Teodorin, a assumé ses responsabilités. C'est toute la beauté de l'État de droit.»

En Guinée équatoriale, les Obiang font la loi

Unique ancienne colonie espagnole d'Afrique subsaharienne, la Guinée équatoriale a obtenu son indépendance en 1968. Le premier dirigeant du pays était Francisco Macias Nguema, dictateur cinglé qui se surnommait lui-même *«l'Implacable apôtre de la liberté»* et *«le Miracle unique de la Guinée équatoriale»*. En 1979, alors que son régime avait déjà massacré quelque 50.000 opposants réels et imaginaires, le Miracle unique fut renversé et exécuté par son neveu, Obiang père.

Teodoro n'avait alors que 37 ans, mais il présentait déjà des dons dans l'art de la dictature après avoir dirigé la garde nationale de Macias et la prison de Black Beach, notoire chambre de tortures pour prisonniers politiques. Au cours des trente dernières années, Obiang a été par trois fois «élu» lors de scrutins bidon. La dernière fois, en 2009, il a remporté 95,4% des suffrages (son plus mauvais score, le meilleur ayant été de 97,85% en 1996).

Autrefois, les États-Unis ne manifestaient que très peu d'intérêt pour la Guinée équatoriale, et y avaient même fermé leur ambassade en 1995 après que le régime d'Obiang avait proféré des menaces contre l'ambassadeur John Bennett, qui protestait contre les violations des droits de l'homme. Mais peu de temps après, dans un malheureux retournement de situation, des entreprises américaines ont découvert de vastes réserves de pétrole et de gaz dans les eaux équato-guinéennes, et depuis, les gouvernements américains successifs font machine arrière, lentement mais sûrement.

L'étape décisive eut lieu en 2003, quand, au terme d'une campagne de lobbying intense par l'industrie pétrolière, Bush approuva la réouverture de l'ambassade américaine à Malabo, capitale de Guinée équatoriale (l'ambassade rouvrit officiellement trois ans plus tard).

«Grâce à l'intensification des investissements américains, les relations entre les États-Unis et le gouvernement de Guinée équatoriale ont été qualifiées de positives et constructives», note la fiche pays du département d'État.

Les relations sont peut-être bonnes, mais l'évaluation officielle américaine du pays est bien moins optimiste. Le dernier rapport mondial sur les droits humains du département d'État évoque des mauvais traitements en Guinée équatoriale, notamment la «torture de détenus et de prisonniers politiques par les forces de sécurité, des conditions mettant la vie en danger dans les prisons et des arrestations arbitraires». L'enquête «Liberté dans le monde» de Freedom House pour 2011 place le pays dans la catégorie «les pires des pires» gouvernements qui violent les droits politiques et les libertés civiles, avec la Corée du Nord, le Soudan et le Turkménistan.

L'économie de Guinée équatoriale dépend presque entièrement du pétrole, qui l'année passée a généré des revenus bien supérieurs à 4 milliards de dollars, créant un revenu par habitant de 37.900 dollars, équivalent à celui de la Belgique. «Le pétrole a été pour nous comme la manne que les Juifs ont mangée dans le désert», a déclaré Obiang. C'est certainement vrai pour lui. Obiang arrive huitième sur la liste de 2006 établie par *Forbes* des dirigeants les plus riches du monde, avec une fortune personnelle estimée à 600 millions de dollars. Son peuple en revanche s'en sort beaucoup moins bien. Human Rights Watch rapporte qu'un sujet pauvre d'Obiang sur trois meurt avant l'âge de 40 ans.

Luxe, pétrole et volupté

La corruption d'Obiang n'est pas un cas isolé chez les dictateurs rois du pétrole. Les autorités françaises ont mis au jour 39 propriétés en France et 70 comptes bancaires français détenus par la famille du président Omar Bongo, qui dirigea le Gabon pendant 41 ans jusqu'à sa mort en 2009 (peu après, son fils Ali Bongo prit le pouvoir). Denis Sassou-Nguesso, dirigeant du Congo-Brazzaville, a acheté tout un éventail de domaines français avec des dizaines de millions de dollars détournés des revenus pétroliers de son pays.

«Tous les dirigeants du monde ont des châteaux et des palais en France, qu'ils soient du Golfe, d'Europe ou d'Afrique», s'est récemment justifié Sassou-Nguesso.

En Asie centrale, de nouvelles familles dirigeantes fantastiquement riches exploitent elles aussi la fortune pétrolière avec panache, organisant des fêtes d'anniversaire avec Elton John et distribuant des villas de luxe aux amis et à la famille.

La Guinée équatoriale, un Etat criminel

Mais les observateurs d'Obiang affirment que l'échelle des pillages de son régime s'apparente au niveau baroque atteint par des escrocs historiques comme le dictateur zaïrois Mobutu Sese Seko, le plus proche ami africain de l'Amérique pendant la Guerre froide, et le général nigérian Sani Abacha, qui détourna plusieurs milliards de dollars dans des comptes suisses avant de mourir en 1998 de causes indéterminées, en compagnie de deux prostituées adolescentes. Beaucoup de régimes africains ont dégénéré en kleptocraties, mais la corruption de la Guinée équatoriale est si ancrée, écrit l'universitaire Geoffrey Wood, qu'elle est «l'un des rares pays africains que l'on peut classer à juste titre dans la catégorie des États criminels».

Quelques membres du Congrès ont critiqué Obiang —le sénateur du Michigan Carl Levin le compara un jour à Saddam Hussein— et le sous-comité permanent chargé des enquêtes a par deux fois enquêté sur le régime, dans le cadre de son rapport sur Teodorin l'année dernière et en 2004, quand il a découvert qu'Obiang contrôlait personnellement rien moins que 700 millions de dollars de fonds publics, déposés principalement par des compagnies pétrolières américaines à la Riggs Bank de Washington D.C.

La commission d'enquête du Sénat affirme que la Riggs a ouvert de nombreux comptes pour Obiang et aidé le président à planquer sa fortune dans des entreprises écrans *offshore*. La banque a dû s'acquitter d'une gigantesque amende pour le même genre d'affaires impliquant le dictateur chilien Augusto Pinochet, ainsi que pour avoir violé la loi sur le secret bancaire.

Mais en règle générale, depuis le début du boom pétrolier le gouvernement américain a préféré détourner les yeux, à l'exception de la critique contenue pour la forme dans les rapports annuels sur les droits de l'homme du département d'État et des appels tièdes à une meilleure conduite.

«Nous avons invariablement évoqué nos vives inquiétudes quant aux mauvais résultats du pays en termes de droits de l'homme, dans des réunions avec les représentants du plus bas échelon au plus haut niveau», m'a affirmé par mail un responsable du département d'État.

Des lobbyistes américains pour redorer son blason

Pour s'assurer que la Guinée équatoriale reste dans les limites raisonnables des bonnes grâces de Washington, Obiang a loué les services d'une équipe de lobbyistes américains et de spécialistes des relations publiques parmi lesquels figure Lanny Davis, ancien conseiller spécial du président Bill Clinton et aujourd'hui lobbyiste à Washington. Il a également représenté les conspirateurs du coup d'État hondurien de 2009 ainsi que, brièvement, Laurent Gbagbo, ex-président ivoirien spécialiste des violations des droits humains qui refusa de lâcher le pouvoir après avoir perdu les élections l'année dernière.

«Je lui ai gentiment signalé qu'il serait mieux pour lui de gagner avec 51% des voix qu'avec 98%», a confié Davis au *New York Times* en parlant d'Obiang.

C'est le genre de sage conseil pour lequel la Guinée équatoriale le paie la somme rondelette d'un million de dollars par an. Le gouvernement s'offre également les services de Qorvis Communications, qui pour 15.000 dollars par mois envoie un flux constant de communiqués de presse par mails, mettant en relief toute l'actualité la plus sympathique possible sur la Guinée équatoriale, du soi-disant soutien à la protection des animaux du gouvernement d'Obiang à la fille du pays, Matinga Ragatz, élue *«professeur de l'année»* au Michigan. Teodorin verse en outre 55.000 dollars à l'entreprise pour l'aider à lustrer son image, peut-on lire dans des rapports de divulgation du lobbying.

Une fin d'après-midi l'été dernier, j'ai rencontré dans un bar de Washington deux agents des RP de Qorvis représentant Teodorin: Matt J. Lauer et Seth Pietras. Les deux hommes ont dénoué leur cravate à l'unisson après s'être affalés dans un canapé et avoir commandé un verre. Les allégations de violation des droits de l'homme en Guinée équatoriale sont très exagérées, m'ont-ils affirmé, donnant pour preuve leur expérience lors d'un voyage dans le pays.

«On pouvait se promener à pied la nuit et parler avec les gens, et personne ne nous a causé d'ennuis», a avancé Lauer. *«Personne ne dit qu'il n'y a pas de problèmes, mais ce n'est pas la Corée du Nord.»*

Ils se sont montrés tout aussi outrés de la réputation de kleptocrate flambeur de Teodorin, et m'ont opposé que les hauts fonctionnaires de nombreux pays riches en pétrole vivaient eux aussi dans le luxe, alors que leur client était injustement montré du doigt. Pietras a souligné que Bush avait été un gros buveur et un fêtard dans sa jeunesse avant de s'assagir. Teodorin, justifia-t-il, *«en est au stade où il réfléchit à son héritage»*. Si c'est vraiment le cas, alors il va falloir se prêter à un sérieux examen de conscience.

Obiang fils, le Prince de Bel-Air

À l'automne 1991, Teodorin, alors âgé de 22 ans, est arrivé à Malibu au campus chic de Pepperdine University pour suivre un cursus d'anglais. Walter International, compagnie pétrolière basée à Houston qui avait des intérêts dans les gisements *offshore* encore inexploités de Guinée équatoriale, finançait ses

études. Walter accepta également de prendre en charge ses dépenses, ce qui s'avéra une erreur fort coûteuse.

Les frais d'inscription ne coûtaient que 3.400 dollars et comprenaient le logement à Pepperdine, mais la cité universitaire n'eut pas l'heur de plaire à Teodorin, qui préféra faire la navette entre deux résidences en dehors du campus: une maison de location à Malibu, et une suite à l'hôtel Beverly Wilshire. Il assistait rarement aux cours, et passait son temps à faire du shopping à Beverly Hills. Teodorin abandonna ses études au bout de cinq mois; la note de Walter International se montait à environ 50.000 dollars. L'entreprise contrariée se plaignit à l'ambassadeur Bennett, et l'histoire finit par être divulguée.

Teodorin voyagea dans le monde entier les années suivantes, tout en revenant régulièrement dans la région de Los Angeles. En 2001, il acheta une maison à 6,5 millions de dollars sur Antelo Road dans le quartier de Bel Air, en face de chez l'actrice Farrah Fawcett. Il ne s'y installa jamais et se plaignit à un agent immobilier que finalement, la maison était trop contemporaine à son goût.

Teodorin se rêvait en nabab du hip-hop et pendant un temps, il posséda et géra un label dont le nom était dérivé de ses propres initiales: TNO Entertainment. Le projet le plus marquant de TNO semble avoir été un flop intitulé *No Better Than This* par Won-G —collaboration toute trouvée étant donné que le rappeur, dont le vrai nom est Wondge Bruny, décrit son père comme un ancien responsable militaire sous «Baby Doc» Duvalier, le dictateur haïtien déposé en 1986.

Teodorin a continué de flamber des fortunes pendant toutes ces années. Il a pendant un temps vécu dans un hôtel parisien sur les Champs-Élysées; une équipe de télévision française l'a filmé pendant un délire de shopping au cours duquel il acheta plus de trente costumes en une seule journée. En 2004, il fit l'acquisition de deux propriétés valant à elles deux 7 millions de dollars à Cape Town, en Afrique du Sud. Mais lui et sa famille restèrent à peu près hors de vue des États-Unis —jusqu'à ce qu'éclate le scandale de la Riggs.

Des kleptocrates de moindre envergure auraient peut-être pris leurs jambes à leur cou, mais pas Teodorin. Il engagea deux avocats pour mettre en place des entreprises écrans et des comptes bancaires associés qu'il contrôlait mais sur lesquels son nom n'apparaissait jamais, selon le rapport du Sénat de 2010 —qui découvrit que ces entreprises ne lui servaient qu'à recevoir et dépenser des fonds envoyés de l'étranger.

Des voitures...

En 2006, Teodorin utilisa l'une de ces entreprises, Sweetwater Malibu LLC, pour acheter son domaine à Malibu, qui figure parmi les plus grandes propriétés de la communauté privée et fermée de Serra Retreat. Pour ce qui était des dépenses, Teodorin ne s'en laissait pas remonter par ses voisins, toutes stars de Hollywood qu'ils fussent. Il possédait au moins une trentaine de voitures de luxe, notamment sept Ferrari, cinq Bentley, quatre Rolls-Royce, deux Lamborghini, deux Mercedes-Benz, deux Porsche, deux Maybach et une Aston Martin, dont la valeur assurée totale tournait autour de 10 millions de dollars, à en croire l'enquête du Sénat. Ses voitures étant bien trop nombreuses pour être toutes gardées à la propriété, Teodorin louait des emplacements dans le garage du Petersen Automotive Museum sur le Wilshire Boulevard. Ses chauffeurs devaient aller chercher celle de son choix pour chaque sortie, ce qui dépendait parfois de la façon dont il était habillé.

«J'ai des chaussures bleues, va me chercher la Rolls bleue aujourd'hui», dit-il un jour à Benito Giacalone, un de ses anciens chauffeurs.

Sa préférée était une Bugatti Veyron bleue, une voiture qui peut atteindre plus de 400 km/heure et qui, neuve, vaut environ 2 millions de dollars. Un soir, Teodorin gara son jouet près de l'entrée de L'Ermitage, un endroit où il aimait prendre un verre. Quand il vit les badauds qui s'arrêtaient pour l'admirer, il renvoya Giacalone à Malibu en taxi pour qu'il revienne avec sa deuxième Bugatti et la gare à côté.

Le personnel de maison de Teodorin comprenait des chauffeurs, des gouvernantes, des gardiens, des gérants, des assistants, des chefs, des équipes de paysagistes et deux équipes de sécurité constituées de flics en congé ou à la retraite, ainsi que des gardes de Guinée équatoriale. Une des équipes de sécurité restait basée à la propriété tandis que l'autre, surnommée «l'équipe de chasse» suivait Teodorin dans ses expéditions nocturnes à Malibu et plus loin. Les dossiers du procès décrivent le «prince» comme une créature nocturne qui dormait généralement jusqu'à l'après-midi, voire jusqu'à 21 heures.

...et des femmes

Teodorin est sorti avec une flopée de femmes, parmi lesquelles la rappeuse Eve qu'il nomma présidente, trésorière et directrice financière de son entreprise écran Sweet Pink, révèle le rapport du Sénat de 2010. Une compagnie d'exploitation du bois de Guinée équatoriale, propriété de Teodorin, transféra 60.000 dollars sur le compte de Sweet Pink, mais l'Union Bank of California, où il était domicilié, le ferma un mois plus tard, en octobre 2005, estimant que tous les fonds envoyés de Guinée équatoriale pouvaient potentiellement être d'origine criminelle.

En 2005, Teodorin organisa une fête pour Eve sur le Tatoosh, un yacht de 90 mètres loué 700.000\$ au cofondateur de Microsoft Paul Allen. Le Daily News de New York raconte qu'elle prit ses distances en apprenant que le père de Teodorin était accusé de cannibalisme et aurait mangé ses rivaux politiques. Parmi ses autres compagnes figurent Tamala Jones, qui joua dans des films comme *Booty Call* et *Confessions of a Call Girl*, et Lindsey Evans, élue Miss Louisiana Teen USA en 2008 et Playmate Playboy du mois en octobre 2009.

La liste des invités chez Teodorin comprenait invariablement tout un assortiment de femmes à minijupes et talons hauts envoyées par des agences d'escort-girls, m'ont raconté d'anciens employés pendant des interviews. Giacalone signale dans sa plainte que ses tâches non officielles impliquaient d'accompagner les petites amies de son patron dans des virées shopping sophistiquées. Il raconte aussi que la boutique Dolce & Gabbana de Rodeo Drive dépêchait régulièrement un vendeur et un tailleur chez Teodorin dans une camionnette remplie de marchandises, et allait jusqu'à fermer tout son deuxième étage quand ses petites amies venaient faire leurs achats. Giacalone raconte en avoir un jour accompagnée une qui dépensa environ 80.000 dollars, notamment pour s'acheter des robes bronze et rouges qui coûtaient presque 7.000 dollars pièce. Giacalone prétend que Teodorin le chargea de l'humiliante tâche de payer la note avec des billets sous cellophane rangés dans une boîte à chaussures Nike.

Globe-trotter

Son passeport diplomatique permettait à Teodorin de transporter facilement jusqu'à un million de dollars en liquide dans le pays, rapportent les documents de l'ICE. Plusieurs anciens employés racontent qu'il transportait un sac de la taille d'une petite valise, en permanence remplie de liasses de billets de 100 dollars tout neufs. Teodorin voyageait sur un Gulfstream V acheté en 2006 par le biais d'une société écran appelée Ebony Shine International Ltd, enregistrée dans les Îles Vierges britanniques.

«Il s'en servait comme d'un taxi», rapporte Giacalone. «Il voyageait seul ou l'utilisait pour transporter un seul passager. Une fois, il l'a envoyé de Rio à Los Angeles pour ramener son coiffeur.»

Et Teodorin ne voyageait pas léger. Il avait acheté une fourgonnette de 15 places dont il avait fait retirer les sièges pour contenir sa collection de bagages Louis Vuitton.

Les enregistrements compilés par FlightAware, entreprise qui suit le trafic aérien privé et commercial, montrent que les tâches ministérielles de Teodorin l'ont envoyé vers des destinations aussi cruciales que Las Vegas, où en juillet 2009, une facture pour la suite présidentielle au Four Seasons —libellée au nom du «Prince Teodoro Nguema Obiang»— se monte à 5.000 dollars la nuit; à Miami, où l'une de ses deux

vedettes Nor-Tech 5000 était amarrée, et à Palm Beach. Les Bermudes, Nice et Paris figuraient parmi ses autres destinations internationales favorites.

Sa virée d'un mois à l'automne 2009 à Maui se distingue par son luxe et sa débauche, raconte Giacalone. Teodorin s'y rendit dans son Gulfstream V et affréta un deuxième jet pour un groupe d'employés de maison. Il emmena avec lui quelques escort-girls et fit convoier plusieurs voitures de sport et une de ses vedettes Nor-Tech, peinte en orange, violet et jaune pour un effet des plus tapageurs. Le carburant au plomb qu'elle utilisait n'était pas en vente sur l'île et fut donc apporté par avion, au prix de 600 dollars le baril, explique l'ancien chauffeur. Mais les vacances furent gâchées quand le Nor-Tech chavira dans le Pacifique après une brève excursion.

«Je n'ai pas encore réussi à trouver d'où vient ce type, mais l'argent n'est pas un problème pour lui», raconte un habitant perplexe sur un forum de navigation local, thehulltruth.com. *«Hier, au moment de prendre le bateau, le prince s'est pointé sur le quai dans sa Bugatti. Entre la voiture, le bateau, les accompagnateurs royaux (notamment quatre poulettes absolument superbes), ça faisait un sacré tableau sur la petite passerelle.»*

L'Amérique aura été une longue fête pour Teodorin, mais les jours heureux pourraient enfin arriver à leur terme. Il possède toujours le domaine de Malibu; Lauer, de Qorvis, insiste sur le fait qu'aucune information ne laisse penser qu'il est interdit de territoire aux États-Unis et que d'ailleurs, il y est passé au printemps dernier (Qorvis a refusé de répondre aux questions sur les soupçons de corruption et de blanchiment d'argent évoqués par les enquêteurs américains ou sur les allégations des anciens employés qui poursuivent Teodorin en justice). Mais le rapport du Sénat de 2010 dévoile des volumes d'informations bancaires délicates sur la famille, ce qui a sûrement contribué à réduire sa capacité à introduire de l'argent dans le pays.

Pendant ce temps, de nouveaux procès surgissent de terre —il y en a encore quatre en suspens— et les accusations se font de plus en plus crues: une ancienne employée accuse Teodorin de s'être montré nu devant elle. *«C'est un invité dans notre pays, qui de toute évidence estime que les règles ne s'appliquent pas à lui»,* s'indigne McDermott.

Une histoire de famille

Peut-être tout cela explique-t-il pourquoi Teodorin se fait plutôt rare à Los Angeles ces jours-ci, et qu'il passe bien plus de temps en Guinée équatoriale. Ce n'est peut-être pas Malibu, mais il y possède tout de même une immense propriété sur la plage, avec une piscine dans un patio décoré de statues de marbre importées d'Italie. Mieux encore, pas d'ennuyeux enquêteurs ou de contrôleurs financiers en vue. Par le biais d'une holding appelée Abayak et d'autres instruments financiers, le père de Teodorin aurait des intérêts dans tous les secteurs économiques clés. Gabriel, frère cadet de Teodorin, contrôle le secteur pétrolier depuis son poste au ministère des Mines et de l'Énergie. Son cousin gère le ministère du Trésor et supervise le budget, et c'est un autre membre de la famille qui dirige le cabinet militaire.

Teodorin n'a pas non plus besoin de s'inquiéter de la curiosité des journalistes, car il n'y a ni radio, ni télévision indépendantes en Guinée équatoriale. En 2009, le ministère de l'Information a renvoyé quatre journalistes d'une station d'État pour *«manque d'enthousiasme»* sur les *«mérites»* du gouvernement. Quelques années auparavant, un animateur de Radio Asonga—propriété de Teodorin—avait déclaré que le président Obiang était *«en contact permanent avec le Tout-Puissant»* et avait le droit de *«tuer sans devoir rendre de comptes à personne»*.

Washington chouchoute son roi du pétrole

Les égards avec lesquels Washington traite Obiang contrastent de façon saisissante avec les manières moins délicates réservées aux voyous internationaux qui n'ont pas la chance d'être assis sur de vastes

réserves pétrolières. Et les relations entre les États-Unis et la Guinée équatoriale sont lubrifiées au possible. En juin 2000, quand les directeurs des compagnies pétrolières américaines ont commencé à qualifier la Guinée équatoriale de «*Koweït d'Afrique*», la Overseas Private Investment Corporation, agence gouvernementale américaine, a approuvé l'octroi de 173 millions de dollars de garantie de prêt pour la construction d'une usine de méthanol américaine en Guinée équatoriale, son plus vaste programme en Afrique subsaharienne à l'époque.

Cinq mois plus tard, le député William Jefferson dirigea la toute première délégation du Congrès en Guinée équatoriale et se vit offrir les clés de Malabo (Jefferson fut condamné à de la prison en 2009 après avoir été reconnu coupable de plusieurs chefs d'accusation, notamment de complot d'infraction à la loi sur la corruption d'agents publics étrangers. Les procureurs l'ont accusé d'avoir accepté des pots de vin en échange de la promotion de marchés en Afrique, notamment de concessions pétrolières en Guinée équatoriale).

En septembre 2005, selon des groupes crédibles de défense des droits de l'homme, le régime d'Obiang a torturé des dizaines de prisonniers qu'il accusait d'avoir des liens avec une soi-disant tentative de coup d'État l'année précédente. Pourtant, en avril de l'année suivante, la secrétaire d'État de l'époque, Condoleezza Rice rencontra Obiang à Washington et le qualifia de «*bon ami*» des États-Unis. En septembre 2009, deux mois avant que la Guinée équatoriale n'organise ses élections présidentielles bidon, un Obama tout sourire posa pour une photo avec Obiang lors d'une réception au Metropolitan Museum of Art de New York, donnant au régime l'occasion de briquer son image de marque.

Pendant ce temps, les liens avec le monde des affaires américain se sont étendus et consolidés. En février 2010, la Guinée équatoriale a discrètement accordé un contrat de 250 millions de dollars à Military Professional Resources Initiative (MPRI), société de sécurité privée basée en Virginie, pour assurer la surveillance des côtes, marché qui nécessitait l'aval du département d'État.

«Accorder une autorisation à MPRI est cohérent avec notre objectif de politique étrangère d'assurer la sécurité maritime dans le golfe de Guinée», m'a indiqué par mail un responsable du département d'État, en ajoutant que l'autorisation était assortie d'une formation qui «comprend une importante composante dans le domaine des droits humains et une provision antitrafic, et nous estimons que cette formation est un outil solide pour une amélioration tangible du respect des droits humains et de la transparence».

De nombreux autres pays semblent poursuivre les dirigeants de Guinée équatoriale avec davantage de vigueur. Un tribunal espagnol enquête actuellement sur une accusation concernant 11 proches et associés d'Obiang soupçonnés d'avoir utilisé 26,5 millions de dollars blanchis pour acheter des maisons et des chalets à Madrid et aux Canaries. Une enquête de police française de 2007 a mis au jour des actifs d'une valeur de plusieurs dizaines de millions de dollars appartenant à la bande d'Obiang, notamment des voitures de luxe appartenant à Teodorin et valant à elles toutes 6,3 millions de dollars. À la fin de l'année dernière, un tribunal français a estimé qu'une affaire de corruption portée par des groupes de défense des droits de l'homme contre les Obiang et de nombreuses autres familles dirigeantes africaines pouvait être jugée.

Après lui avoir permis de faire absolument tout et n'importe quoi aux États-Unis pendant des années, le gouvernement américain pourrait bientôt découvrir qu'il aura besoin de traiter bien plus directement avec Teodorin à l'avenir. Signal clair de son empire politique, son père gâteau l'a nommé vice-président du parti au pouvoir en juillet dernier. En outre, une source bien placée m'a confié que de hauts responsables de Guinée équatoriale ont déjà informé les dirigeants de compagnies pétrolières américaines que Teodorin serait le prochain chef d'État. Vu la taille des réserves de pétrole de son pays, il va avoir de l'influence —et de l'argent— pendant un bon moment encore.

Note à l'administration Obama: vous trouviez que Teodorin était déjà difficile à gérer en Prince de Malibu? Attendez un peu qu'il devienne le Roi de Guinée équatoriale.